



DÉCLARATION DE MONTEVIDEO

5ème forum mondial des villes et territoires de paix

Renforcer la gouvernance participative pour la paix et la coexistence : les gouvernements locaux et régionaux comme acteurs clés de la paix dans les territoires

2 et 3 mai 2025

PRÉAMBULE

Considérant le rôle important joué par les gouvernements locaux et régionaux dans la construction de sociétés pacifiques et dans la prévention et la résolution des manifestations de violence au niveau territorial, ainsi que dans leur devoir de prendre soin des personnes ;

Confirmant notre engagement en faveur de la Diplomatie des Villes en tant que diplomatie transformatrice, et s'appuyant sur la collaboration entre pairs et décentralisée ;

Consolidant le Forum Mondial des Villes et Territoires de Paix en tant que processus de promotion des politiques publiques locales et régionales visant à promouvoir la coexistence pacifique des citoyens ;

Soulignant l'héritage des quatre éditions du FMCTP tenues à Madrid, Mexico et Bogota, qui a eu un impact positif sur les agendas urbains et territoriaux de la paix et de la coexistence, avec des approches axées sur les droits de l'homme et les soins ;

Soulignant l'importance de la gouvernance participative dans la construction de villes et de territoires pacifiques et inclusifs, et rassemblant la force des conversations dans le cadre du Vème Forum à Montevideo ;

Rassemblant la Charte de La Haye pour la paix municipale qui appelle les gouvernements locaux et régionaux à s'attaquer aux causes structurelles de la violence, à promouvoir la gouvernance participative et à favoriser la cohésion sociale par le biais de politiques publiques inclusives ;

Montevideo, destination de paix



Forum des Villes
et Territoires de Paix
Montevideo, 2025

 turismo 360
Feria Internacional
sobre Destinos Turísticos
Inteligentes

Soulignant que l'ensemble de la communauté internationale, avec ses institutions et ses acteurs multilatéraux et territoriaux, a le devoir d'orienter et d'adapter ses stratégies et ses actions vers des solutions de développement ;

S'appuyant sur les discussions et les engagements obtenus dans le cadre du Prix de la paix de CGLU et du Pacte social local ; l'Engagement des villes en faveur des soins de Mercociudades ; la Coalition des villes d'Amérique Latine et des Caraïbes contre le racisme, la discrimination et la xénophobie (Coalition ALC) ; la IXème Conférence de l'Observatoire sur la Coopération Décentralisée UE-ALC : La coopération décentralisée et la consolidation de la paix territoriale ; la section « Gouvernance pour les droits de l'homme, la paix, la sécurité et le processus politique » du Pacte pour l'avenir, et le 20e anniversaire de la Commission de consolidation de la paix des Nations unies et de l'Agenda urbain pour la paix et la non-violence ;

Soulignant la position unique des gouvernements locaux et régionaux en tant qu'acteurs ayant des liens directs avec les citoyens et une compréhension profonde des réalités locales, ainsi que leur rôle fondamental dans la promotion de la paix et de la coexistence au sein de leurs communautés dans le cadre d'une approche intersectionnelle basée sur la réalisation des droits de l'homme, en particulier dans un contexte mondial où les États représentent des scénarios de tension dans les sphères politique, économique et militaire, avec de fortes conséquences sur les territoires ;

DÉCLARATION

Nous, les gouvernements locaux et régionaux, les autres acteurs de la société civile et la communauté internationale participant au 5ème Forum Mondial des Villes et Territoires de Paix, nous engageons à promouvoir des politiques publiques de paix pour les personnes, la planète et les gouvernements.

Personnes

1. Promouvoir la gouvernance participative et le dialogue intergénérationnel pour parvenir à la participation des citoyens, en particulier des jeunes, dans les processus d'identification des besoins et des priorités, ainsi que dans la prise de décision concernant les solutions liées à la construction de la paix et de la coexistence, et la gestion des

Montevideo, destination de paix



Forum des Villes
et Territoires de Paix
Montevideo, 2025

turismo **360**
Feria Internacional
sobre Destinos Turísticos
Inteligentes

ressources allouées à ces fins, de manière à ce qu'elles s'adaptent à leurs contextes spécifiques.

2. Promouvoir les objectifs de développement durable, en plaçant les droits de l'homme au centre d'une approche intersectionnelle qui ne laisse personne de côté en raison de son origine, de son sexe, de sa race, de sa religion ou de son statut social. S'attaquer aux inégalités structurelles, en élargissant les possibilités pour la population de réaliser son projet de vie dans son territoire d'origine, avec une responsabilité envers la planète, et qui s'appuie sur un tissu social et institutionnel doté d'outils efficaces pour la gestion des différences.

3. Lutter contre la discrimination systémique, en explorant et en mettant en œuvre des solutions aux problèmes systémiques qui l'alimentent, y compris la discrimination raciale, la xénophobie, ainsi que toutes les autres formes d'intolérance et de discrimination, et promouvoir le dialogue interreligieux et interculturel, en accordant une attention particulière aux récits de haine diffusés sur les réseaux sociaux.

4. S'attaquer aux causes profondes de la violence urbaine, en mettant en œuvre des politiques et des initiatives publiques qui s'inscrivent dans notre cadre de compétences et qui ont un impact sur des phénomènes tels que l'intolérance, la discrimination, l'inégalité et l'exclusion sociale, en renforçant l'accès au logement et aux services publics afin de réduire l'émergence de violences.

5. Développer des politiques inclusives qui favorisent l'intégration des personnes migrantes et des réfugiées dans les communautés d'accueil, ainsi que l'inclusion des femmes et des groupes traditionnellement marginalisés afin qu'ils puissent être des acteurs qui contribuent à la réalisation des agendas de développement mondiaux.

6. Promouvoir l'égalité de genre dans la vie publique, notamment à travers l'éducation, l'emploi, l'accès à l'information et la participation politique des femmes afin de renforcer leur rôle dans la résolution des problèmes de nos communautés et lutter contre la violence fondée sur le genre par le biais de stratégies de prévention et de réponse à ses diverses expressions, y compris des initiatives axées sur les soins, des campagnes de sensibilisation, des services d'aide aux victimes et des actions de plaidoyer en faveur de réformes réglementaires.

7. Faciliter l'accès à la justice, en créant des mécanismes permettant à tous les résidents, indépendamment de leurs revenus ou de leur statut social, de résoudre efficacement les conflits, en tenant compte tant des mécanismes relevant du pouvoir judiciaire que des mécanismes alternatifs de résolution des conflits.

Montevideo, destination de paix



Forum des Villes
et Territoires de Paix
Montevideo, 2025

 turismo 360
Feria Internacional
sobre Destinos Turísticos
Inteligentes

Planète

1. Lutter contre les nouvelles formes de violence, qui se traduisent par des tensions écosociales dans les territoires et posent des défis inédits aux autorités locales en matière d'approche et de résolution. Dans ce contexte, les autorités locales sont confrontées à des défis sans précédent en matière de prévention, d'atténuation et de réponse.
2. Intégrer la justice climatique et la paix, en s'attaquant aux inégalités générées par les catastrophes environnementales. Alors que les effets du changement climatique se répercutent sur les villes, il est essentiel d'examiner comment les politiques d'adaptation et de résilience peuvent être un moteur pour la paix, en évitant que les catastrophes naturelles et les déplacements forcés par le climat ne génèrent de nouvelles tensions sociales.
3. Traiter les conflits découlant de la crise climatique et de ses effets sur les biens communs tels que l'eau et l'air, et les expressions potentielles de violence. Protéger les biens communs et leur accès comme moyen d'exercer des politiques de soins et de comprendre que les biens sont inhérents à toutes les personnes.
4. Développer la résilience aux niveaux local, régional et territorial afin de protéger les personnes en situation de vulnérabilité due à la crise climatique, y compris les migrants que le changement climatique a contraints à quitter leur foyer en raison de la transformation de leurs conditions de vie.

Gouvernement

1. Développer des approches pédagogiques dans nos systèmes éducatifs qui promeuvent le respect de la diversité, la tolérance, l'empathie et l'esprit critique, afin que les nouvelles générations disposent des outils fondamentaux pour une coexistence pacifique. En outre, promouvoir l'éducation aux droits de l'homme et aux valeurs démocratiques.
2. Attribuer, dans la mesure de nos possibilités, des ressources adéquates à la construction de la paix et de la coexistence, y compris des allocations pour des programmes de prévention de la violence urbaine, des projets de développement communautaire et des programmes d'inclusion sociale. Fournir les services publics de base et mettre en œuvre les interventions urbaines permettant d'améliorer le tissu social, de renforcer les relations de cohabitation sociale et d'influencer la gestion et la réduction de la violence urbaine, ainsi que de créer des conditions propices à la cohabitation et à la cohésion sociale.

Montevideo, destination de paix



Forum des Villes
et Territoires de Paix
Montevideo, 2025

 turismo 360
Feria Internacional
sobre Destinos Turísticos
Inteligentes

3. Soutenir les initiatives locales, régionales, territoriales et communautaires de paix et de coexistence qui favorisent le dialogue, la réconciliation et la résolution des conflits sur nos territoires et au-delà.
4. Renforcer les articulations institutionnelles stratégiques avec les différents niveaux de gouvernement et les branches du pouvoir public, dans le but d'accroître l'efficacité des politiques publiques multisectorielles locales, régionales et territoriales pour la paix et la coexistence, et répondre à la violence urbaine sur la base d'une coordination harmonieuse avec les forces de sécurité et les opérateurs de la justice.
5. Promouvoir une culture de paix et de coexistence par le biais de campagnes de sensibilisation et de programmes de transformation culturelle, qui modifient les modèles de relations des citoyens avec ce qui est différent, facilitent la coexistence à partir de la diversité et la résolution pacifique des controverses.
6. Renforcer la diplomatie des villes et des régions, le multilatéralisme et les stratégies de collaboration avec les pairs, les organisations internationales et la société civile, afin de promouvoir la paix au niveau territorial. Promouvoir le dialogue entre les acteurs nationaux, infranationaux et internationaux afin de relever ensemble les défis communs découlant des multiples formes de violence.
7. Intégrer l'approche de cohérence des politiques pour la construction de la paix et la coexistence au cœur de l'action gouvernementale, afin de favoriser les transformations nécessaires vers un modèle de gouvernance participative qui vise le bien commun.
8. Consacrer des ressources financières et institutionnelles adéquates pour soutenir la participation des gouvernements locaux et régionaux aux forums internationaux, aux programmes de coopération entre villes et à d'autres formes de participation internationale, afin que nos citoyens et nos territoires bénéficient de la collaboration mondiale.
8. Faire progresser les agendas urbains et territoriaux pour la paix et la coexistence, en élaborant des plans d'action locaux pour mettre en œuvre les objectifs de développement durable (ODD), en mettant l'accent sur l'objectif 16 (paix, justice et institutions efficaces) et l'objectif 17 (partenariats pour atteindre les objectifs), ainsi que des mécanismes pour contrôler et évaluer l'efficacité des initiatives de consolidation de la paix.